CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 18.945 du 21 novembre 2008
dans l'affaire X /

En cause : Monsieur X

Ayant élu domicile chez : X

Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 14 juillet 2008 par Monsieur X, qui déclare être de nationalité congolaise (République démocratique du Congo), contre la décision (X) du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 27 juin 2008 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu le dossier administratif ;

Vu la note d'observation ;

Vu l'ordonnance du 12 septembre 2008 convoquant les parties à l'audience du 21 octobre 2008 ;

Entendu, en son rapport, M. , ;

Entendu, en observations, la partie requérante représentée par Me M. KIWAKANA, e, et Mme L. DJONGAKODI-YOTO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

1.1. Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire qui est motivée comme suit :

A. Faits invoqués

Vous seriez de nationalité congolaise d'origine ethnique tetela. Vous seriez arrivé sur le territoire belge le 24 février 2008 et le 28 février 2008 vous introduisez votre demande d'asile.

A l'appui de celle-ci, vous invoquez les faits suivants:

Selon vos dernières déclarations, vous seriez pasteur au sein de l'église de réveil «La Foi triomphale», une église que vous auriez créé en 1992. Votre église ferait partie de l'ASBL regroupant une grande partie des églises de réveil congolaises, *ERC (Eglises de Réveil du Congo)*. En 2006, un de vos confrères, le Pasteur Kutino, persécuté par les autorités congolaises, serait rentré de son exil en Europe. En juin 2006, il aurait été arrêté par les autorités congolaises. Il aurait été jugé et condamné à 20 ans de prison, accusé d'association de malfaiteurs et de détention illégale d'armes. En juillet 2007, vous auriez décidé de créer un mouvement de soutien au Pasteur Kutino (*Mouvement de jeunes pasteurs soutenant le pasteur Kutino*) afin d'exiger sa remise en liberté. Ce même mois de juillet 2007, votre maison aurait brûlé. En novembre 2007, vous auriez reçu une convocation afin de vous présenter à l'IPK (*Inspection Provinciale de Kinshasa*). Vous vous y seriez présenté et vous auriez été mis en détention pendant une semaine. Vous auriez été accusé d'être le promoteur du mouvement en faveur du pasteur Kutino. En janvier 2008, vous auriez repris vos activités de soutien au Pasteur Kutino car son église aurait été incendiée. Avec votre mouvement, vous auriez prévu d'organiser une marche pour la fin du mois de janvier. Le 28 janvier 2008, vous auriez été arrêté par des militaires de l'IPK. Vous auriez été libéré trois jours après avoir signé une série de documents. Selon un membre de votre église travaillant à l'IPK, les militaires vous auraient libéré parce qu'en réalité ils voudraient vous accuser de complicité dans l'assassinat du pasteur Ngasi. Vous auriez alors décidé de quitter le pays. Vous seriez parti vous réfugier chez un cousin. Le 23 février 2008, vous auriez pris un avion à destination de la Belgique, muni de documents d'emprunt et accompagné d'un passeur.

B. Motivation

Force est de constater que vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ni l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

Soulignons dans un premier temps qu'à l'appui de votre demande d'asile, vous présentez un permis de conduire délivré par les autorités congolaises le 22 février 2008 soit le jour avant votre départ. Vous déclarez que c'est votre frère qui aurait été chercher le document à votre place (r. d'audition 06/05/2008, p. 8; voir dossier administratif). Néanmoins, le fait d'avoir fait appel à une autorité officielle dans votre pays d'origine, le 22 février 2008, soit postérieurement aux problèmes que vous dites avoir vécus (emprisonnement pour complicité avec des opposants au gouvernement congolais) pour se voir délivrer un tel document légalisé, au risque de faire subir de graves conséquences à des membres de votre famille et eu égard à la discrétion totale qui se devait d'être respectée à votre égard, compte tenu de ce contexte, est incompatible avec l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et m'empêche de considérer vos craintes de persécution envers vos autorités nationales comme fondées. A l'inverse, le fait même que vos autorités vous délivrent un tel document dément l'existence, dans leur chef, de la moindre volonté de vous persécuter au sens de ladite Convention.

Ensuite, vous déclarez qu'en juin 2007, vous avez obtenu un visa pour l'Allemagne. Selon les informations dont le Commissariat général dispose (ci-dessous CGRA) et dont une copie se trouve dans le dossier administratif, parmi les documents que vous avez fourni pour l'obtention de ce visa figure une attestation signée par Mr. [K.] (Evêque général des églises de réveil au Congo, r. d'audition 06/05/2008, p. 9) et datée du 30 avril 2007.

De même, selon ce document et selon vos déclarations, vous vous seriez rendu en Allemagne du 6 au 10 juin 2007 afin de participer à une conférence oecuménique (Kirchetang 2007) en tant que membre de l'Eglise de réveil du Congo et avec les frais de voyage payés par cette même église (r; d'audition 06/05/2008, p. 4; voir dossier).

Force est de constater que vous auriez obtenu cette attestation seulement trois mois avant que vous décidiez de créer un mouvement pro-Kutino et contre le gouvernement dont Mr. [K.] était partisan et vous auriez voyagé en Allemagne en tant que représentant de Mr. [K.] seulement un mois avant la création de votre organisation (voir dossier administratif). Vous déclarez que depuis 2003 vous étiez en faveur du pasteur Kutino, un pasteur qui s'opposait et critiquait ouvertement le gouvernement congolais. Vous déclarez que deux groupes coexistent au sein des pasteurs au Congo, ceux qui sont avec le gouvernement

(Mr. [K.] en l'occurrence) et ceux qui sont contre le gouvernement et qui en conséquence ont des problèmes avec les autorités (le pasteur Kutino et vous-même entre autres).

Dès lors, le CGRA ne peut que constater l'incohérence de vos propos, d'un côté introduisant une demande d'asile où vous mettez en avant votre caractère de pasteur opposant au régime en place et faisant partie du groupe de pasteurs critiques envers le gouvernement et d'un autre côté toute une série très importante de documents (un permis de conduire, une attestation de Mr. [K.], votre voyage en Allemagne ainsi que deux photos où vous êtes en compagnie de Mr. [K.]) qui tendent à démontrer tout le contraire, à savoir votre affinité avec le gouvernement congolais. De telles constatations sont loin de renforcer la crédibilité que le CGRA pourrait accorder à vos dires (r. d'audition 06/05/2008, pp. 12 et 13; voir dossier administratif).

Pour le surplus, selon les informations dont le Commissariat général dispose et dont une copie figure dans le dossier administratif, vous avez introduit une demande de visa à l'Ambassade de Belgique à Kinshasa en 2003 ainsi que deux demandes de visa à l'Ambassade de Suisse à Kinshasa en 1994 (voir dossier administratif). Force est de constater que vous omis de signaler ces informations lors de l'introduction de votre demande d'asile (voir dossier). Dans le cadre de votre demande d'asile, vous déclarez craindre vos autorités, que si vous rentrez dans votre pays vous risquez la mort ou la prison. Le CGRA se doit d'évaluer votre crainte et en fonction de cela, vous octroyer ou non une protection internationale. Pour cela, le CGRA doit se baser sur les preuves, documents qu'éventuellement vous versez au dossier ou à défaut sur vos déclarations. Or, les qui ont été relevés précédemment ont tendance à démontrer que vous n'auriez pas de problèmes avec les autorités de votre pays et que vous seriez même en accord avec certaines personnes proches de ces autorités. Si le CGRA doit se baser sur ces éléments pour estimer votre crainte, aucune crédibilité ne peut être accordée à celle-ci.

Une autre constatation qui vient appuyer et renforcer l'impression déjà exprimée par le CGRA est qu'en dépit du fait que vous déclarez être pasteur depuis de nombreuses années, avoir créé une église de réveil reconnue par l'Etat congolais ainsi qu'un important mouvement de soutien au Pasteur Kutino, vous n'avez pas été en mesure de nous fournir un seul document ou preuve qui pourrait attester de ces éléments ni du fait que vous seriez recherché dans votre pays d'origine par vos autorités nationales. De plus, vous ne montrez aucune disponibilité à vous procurer un quelconque document (r. d'audition 06/05/2008, p. 23). En effet, questionné à plusieurs reprises à ce propos, vous déclarez dans un premier temps que vous n'avez contacté qu'un seul pasteur pour qu'il aille voir votre famille et que donc vous n'avez pas de moyen de vous procurer des documents et ensuite, vous ajoutez que vous n'avez pas d'argent et que donc vous ne pouvez pas essayer d'obtenir des documents (r. d'audition 06/05/2008, p. 9). Une telle attitude ne correspond en rien avec celle que l'on peut s'attendre d'une personne qui dit craindre pour sa vie en cas de retour dans son pays d'origine.

Dès lors, le CGRA se voit contraint de se baser sur vos seules déclarations pour en estimer la crédibilité et la consistance fondamentales. Or, vos déclarations sont imprécises et incohérentes et à elles seules ne justifient pas l'octroi d'une protection internationale.

Ainsi, vous déclarez qu'il y avait beaucoup d'autres pasteurs associés au mouvement (r. d'audition 06/05/2008, p. 15). Vous dites qu'en novembre 2007, vous auriez reçu une convocation de l'IPK et que suite à cette convocation vous auriez été arrêté *au moins pendant une semaine*. Après vous avoir posé trois fois la question de savoir si quelqu'un d'autre aurait aussi reçu une convocation, vous ne répondez pas à la question et vous vous limitez à déclarer que vous ne savez pas si d'autres personnes auraient eu des problèmes et vous n'auriez pas essayé de vous renseigner (r. d'audition 06/05/2008, p. 17). Par ailleurs, à la question de savoir si depuis que vous êtes en Belgique vous avez des nouvelles du mouvement que vous-même vous auriez créé, vous vous limitez à répondre *depuis que je suis parti, le mouvement est fini* sans ajouter une autre quelconque information (r. d'audition 06/05/2008, p. 17).

Une telle passivité est incompatible avec une crainte de persécution en cas de retour dans votre pays d'origine.

Dans le même ordre d'idées, force est de constater que vous n'apportez aucune information précise et concrète qui pourrait amener le CGRA à penser qu'effectivement vous seriez recherché aujourd'hui au Congo et que votre vie y serait en péril. Vos réponses sont évasives et peu convaincantes quant au pourquoi aujourd'hui vous seriez personnellement persécuté (r. d'audition 06/05/2008, p. 23).

Ainsi, vous vous limitez à déclarer que vous avez peur du gouvernement de Kabila et que vous êtes recherché par l'IPK. Questionné afin de savoir comment vous savez que vous êtes recherché par l'IPK, vous faites référence à l'information que vous aurait donnée le frère de votre église travaillant à l'IPK. Selon cette personne, après trois jours, les autorités vous auraient libéré parce qu'en réalité ils voudraient vous accuser d'avoir participé à la tentative d'assassinat du Pasteur Ngasi (r. d'audition 06/05/2008, p. 21). Vous ajoutez que c'est à cause de ce que cette personne vous aurait dit que vous auriez quitté le pays et que si cette personne ne vous aurait pas dit que vous risquiez d'être accusé de complicité d'assassinat, vous n'auriez pas quitté le Congo. Or, vous ne savez pas où cette personne aurait appris l'information qui allait faire basculer votre vie et vous n'avez pas essayé de confirmer cette information. Vous déclarez que *cela vous a été confirmé lors de la deuxième arrestation quand on vous a demandé de signer des papiers*. Néanmoins, force est de constater que vous ne savez pas le contenu des papiers que vous auriez signés. Vos déclarations à ce propos à savoir *que vous auriez oublié*, anéantissent toute la crédibilité qui pourrait être accordée à vos dires (r. d'audition 06/05/2008, pp. 24, 25).

Au vu de tout ce qui précède, il n'y a pas lieu de vous reconnaître la qualité de réfugié. Il ressort de vos déclarations et de la crainte dont vous faites état qu'il n'y a pas d'éléments dans votre demande d'asile pour permettre au CGRA d'accorder foi à votre crainte et penser qu'effectivement vous risquez d'être arrêté et tué en cas de retour dans votre pays d'origine. De même et pour les mêmes motifs, il n'est pas permis de considérer que vous justifiez d'un risque réel d'encourir des atteintes graves visées par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 relatif à la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

1. La partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.
2. Elle prend un moyen unique de la violation de l'article 1^{er} A (2) de la Convention internationale sur le statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951, de la violation des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : « la loi »), de l'erreur de motivation, du devoir de prudence, du principe de bonne administration, de la violation des articles 2 et suivants de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de la motivation absente, inexacte, insuffisante, et dès lors de l'absence de motif légalement admissible, de l'erreur manifeste d'appréciation, du manquement au devoir de soin.
3. En une première branche, elle avance que le requérant a produit un récit concret, constant et précis. Elle qualifie les griefs retenus contre lui de points de détail sans importance et considère par ailleurs que le requérant fournit des explications appropriées lors de son audition. Elle sollicite donc la reconnaissance de la qualité de réfugié.

4. Elle affirme en une seconde branche que, compte tenu du contexte congolais et des spécificités du dossier du requérant, celui-ci encourt de sérieux risques en cas de retour dans le pays d'origine. Elle demande, à ce titre et en ordre subsidiaire, que lui soit octroyé le bénéfice de la protection subsidiaire.

3. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi

- 3.1. L'article 48/3 de la loi en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 [ci-après dénommée « Convention de Genève »]* ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».
2. Le requérant fonde, en substance, sa demande d'asile sur une crainte d'être persécuté pour avoir créé, en juillet 2007, un mouvement de soutien au Pasteur Kutino. Dans ce cadre, sa maison aurait été détruite et il aurait été emprisonné durant une semaine en novembre 2007. Alors qu'il organisait une marche pour fin janvier 2008, il aurait été arrêté le 28 janvier 2008 et emprisonné durant trois jours. Il aurait été relâché afin de pouvoir l'accuser de complicité dans l'assassinat du pasteur Ngasi.
3. La décision attaquée rejette la demande après avoir jugé que les faits allégués ne sont pas établis, le récit du requérant manquant de crédibilité aux yeux du Commissaire général qui relève la délivrance d'un permis de conduire à son nom deux jours avant son départ du pays, la délivrance d'un visa appuyé par un religieux pro-gouvernemental, et un voyage réalisé en Allemagne, en juin 2007, en tant que représentant de la même personne. Il considère également que des photographies du requérant en compagnie de Mr [K.], versées au dossier, confirment cette absence de crainte vis-à-vis des autorités. Le Commissaire général y ajoute l'omission de mention de demandes de visa en 1994 et en 2003, et l'absence d'éléments de preuves relatifs à des recherches, en République démocratique du Congo, vis-à-vis de sa personne. Il y ajoute des incohérences et imprécisions concernant le fait que d'autres personnes de son mouvement auraient reçu une convocation à se rendre auprès des autorités, la recherche de sa personne, et les sources informatives de cette recherche.
4. Dans sa note d'observation, la partie défenderesse appuie les motifs de sa décision et précise que l'octroi de la protection subsidiaire est subordonné à la production d'un récit crédible, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.
5. Le Conseil du Contentieux des étrangers (ci-après « le Conseil ») relève en priorité que la partie requérante n'apporte aucun élément concret et/ou convaincant permettant de considérer que les autorités de la République démocratique du Congo percevraient les membres de l'Eglise du requérant comme étant des opposants et qu'en conséquence, les membres de ladite Eglise pourraient nourrir une crainte fondée de persécutions de ce chef. De plus, le Conseil fait sien le grief formulé par la partie défenderesse relevant l'incohérence des propos du requérant, qui se déclare opposant politique mais ouvertement soutenu par Mr [K.], dont il précise par ailleurs l'attitude progouvernementale.

6. Dans le prolongement de ce qui précède, le requérant avait expliqué que son Eglise faisait partie de l'ASBL, créée par Mr [K.], regroupant une grande partie des Eglises de réveil congolaises. Or, quant lui a été posée la question de savoir ce qu'impliquait le fait de faire partie de ladite ASBL, le requérant avait répondu que cela signifie d'être reconnu par l'Etat congolais (p. 13, audition au CGRA), ce qui s'avère incompatible avec un profil d'opposition. Le requérant avait également ajouté que le pasteur Kutino avait refusé d'intégrer ladite ASBL.
7. Le Conseil souligne également le manque de preuves attestant de la qualité de responsable de ce mouvement religieux, et de persécutions à l'égard du requérant ou d'autres membres de l'Eglise ; de plus, il apparaît comme invraisemblable que le requérant, en sa qualité affirmée de pasteur, ne soit pas au courant de difficultés rencontrées par d'autres membres de son Eglise (p. 17, audition au CGRA).
8. En outre, le Conseil observe qu'en affirmant que les autorités militaires désiraient l'accuser de complicité dans l'assassinat du pasteur Ngasi, le requérant n'explique pas de manière vraisemblable les circonstances de sa libération et de sa fuite vers la Belgique. Le Conseil n'aperçoit en effet nullement le lien de cause à effet entre les activités du requérant, telles qu'invoquées, et une telle accusation.
9. Le Conseil n'est pas convaincu par les moyens développés en termes de requête : ceux-ci ne font apparaître aucun élément de nature à infirmer l'analyse qui précède.
10. En conséquence, le requérant manque de crédibilité dans l'établissement des faits qui fondent sa demande. Il n'établit pas qu'il a quitté son pays et en demeure éloigné par crainte de persécution au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi

- 4.1. L'article 48/4 de la loi énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves :*
  - a) *la peine de mort ou l'exécution ; ou*
  - b) *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou*
  - c) *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».
2. A titre d'élément ou circonstance indiquant qu'il existe de sérieux motifs de croire que le requérant serait exposé, en cas de retour dans son pays d'origine, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, b) de la loi, la partie requérante sollicite, sans le développer, le bénéfice du statut de protection subsidiaire sur la base des faits invoqués à l'appui de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, laquelle a été jugée *supra* dépourvue de toute crédibilité.
3. Le Conseil n'aperçoit, ni dans la requête, ni dans le dossier administratif, d'élément permettant de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine, le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves. Dès lors que les faits allégués à la base de la demande d'asile ne sont pas

tenus pour crédibles, il n'existe, en effet, pas de « *sérieux motifs de croire* » que le requérant « *encourrait un risque réel* » de subir « *la peine de mort ou l'exécution* » ou « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi. D'autre part, il n'est pas plaidé que la situation en République démocratique du Congo correspondrait actuellement à un contexte de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi, de sorte que cette partie de la disposition ne trouve pas à s'appliquer.

- 4.4. En conséquence, il n'y a pas lieu d'octroyer la protection subsidiaire à la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt et un novembre deux mille huit par :

,

I. CAMBIER,

Le Greffier,

Le Président,

I. CAMBIER